



Sept bases militaires américaines en Colombie

Par [André Maltais](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2009

[L'aut'journal.info](#) 25 septembre 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

☒ Un accord sur le point d'être conclu avec la Colombie permettra bientôt aux États-Unis d'occuper sept bases militaires du pays (deux terrestres, trois aériennes et deux navales) disposées aux points les plus stratégiques.

Ainsi Laranda et Apiay se trouvent dans le sud et l'est amazonien, près des frontières brésilienne et vénézuélienne; Tolomai et Palenquero sont au centre du pays; Malambo et Carthagena sont dans le nord et débouchent sur les Caraïbes tandis que la base navale de Malaga est située sur l'océan Pacifique.

L'accord prévoit que 600 militaires et 800 contractants y accompliront du travail d'intelligence sous les ordres d'un Colombien. Mais ce personnel sera couvert par l'immunité diplomatique et, en cas de crise, son nombre sera illimité.

Le président Uribe présente l'accord comme une initiative de son pays pour combattre le narcotrafic et le « terrorisme » des *Forces armées révolutionnaires de Colombie* (FARC) alors que, pourtant, dénonce la diplomatie brésilienne, il ne cesse d'annoncer que la guérilla est affaiblie voire presque annihilée.

☒ « Soit il ment sur ce point, dit le reporter Maurice Lemoine du Monde diplomatique, soit l'objectif américano-colombien est bien plus large, les deux hypothèses se complétant d'ailleurs parfaitement. »

De fait, beaucoup de raisons permettent de ne pas croire le tandem Washington-Bogota quand il prétend que les pays voisins n'ont aucune crainte à avoir d'une présence militaire états-unienne près de chez eux.

La principale de ces raisons est que, appuyés par ce que Lemoine appelle un « maccarthysme médiatique », les États-Unis et la Colombie s'emploient déjà « à définir qui, dans la région, est terroriste et qui est narcotrafiquant ».

Sans s'embarasser de la moindre preuve sérieuse, les deux pays ne cessent d'accuser le président Chavez de livrer des armes aux guérillas colombiennes et de leur ouvrir des routes pour le trafic de drogues vers l'Amérique centrale.

Ils accusent aussi le président équatorien d'avoir accepté un financement des FARC pour sa campagne électorale et de faire de son pays un « sanctuaire » pour les mêmes FARC.

Ces mensonges, dit Lemoine, « décrédibilisent chaque jour un peu plus les gouvernements de l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques, formée entre autres par Cuba, le

Venezuela, le Nicaragua, l'Équateur et la Bolivie) *aux yeux de l'opinion internationale* ».

« *En cas de tentative de coup d'état ou de déstabilisation les affectant, il sera d'autant plus aisé de renvoyer agresseurs et victimes dos à dos, voire de justifier le renversement de ces présidents qui dérangent* ».

Dans le quotidien mexicain La Jornada (14 août), l'influent journaliste uruguayen, Raul Zibechi, écrit que l'arrivée du Commandement Sud dans les bases colombiennes et le rétablissement de la quatrième flotte états-unienne le long des côtes latino-américaines montrent « *qu'a commencé une nouvelle phase de la bataille pour le contrôle de l'Amérique latine.* »

« *En faisant muer le capital productif vers le capital financier, au milieu des années 1970, rappelle Zibechi, le capitalisme a abandonné la production de masse comme axe d'accumulation de capital et est entré dans une nouvelle phase d'accumulation par dépossession qui est de moins en moins compatible avec la démocratie.* »

L'Afrique et l'Amérique latine sont l'objet d'une concurrence féroce pour l'appropriation de leurs biens communs : eau douce, biodiversité, minerais, combustibles fossiles et terres agricoles pour produire les biocombustibles.

En Amérique latine, les pays les plus importants (Argentine, Brésil, Venezuela) établissent des partenariats économiques avec les pays asiatiques et d'autres puissances émergentes en plus de transiger en monnaie autre qu'états-unienne.

Pour les États-Unis, écrit Zibechi, il faut maintenant contrer « *l'alliance stratégique entre la Chine et le Brésil qui existe depuis 1990, bien avant l'arrivée au pouvoir de Lula* ».

Mais il y a vingt ans, la Chine n'était que le 12e partenaire commercial de l'Amérique latine avec un volume d'échanges dépassant à peine les huit milliards de dollars. En 2007, elle occupait le second rang pour une valeur de plus de 100 \$ milliards.

Cette année, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil devant les États-Unis et elle a encore considérablement renforcé ses liens avec le Venezuela, l'Équateur et l'Argentine.

✘ La récente offre de 17 \$ milliards du groupe pétrolier chinois CNOOC pour l'acquisition de 84% de l'argentine Repsol YPF, représente le plus grand investissement outremer jamais réalisé par la Chine.

Marcelo Gullo et Carlos Alberto Pereyra Mele, experts en géopolitique brésilienne, croient que le temps de la superpuissance unique et globale est révolu et qu'aujourd'hui, les États-Unis n'ont d'autre choix que de redevenir puissance régionale :

« *La crise que ce pays traverse, écrivent-ils, est structurelle et non pas conjoncturelle parce que, pour la première fois depuis 1970, les intérêts de la bourgeoisie et du gouvernement états-uniens se sont dissociés. Le déplacement de la production vers l'Asie a laissé le pays désindustrialisé, sans emplois suffisants à offrir et avec 40 millions de pauvres.* »

De plus, dit Gullo, « *Washington a échoué dans ses grandes stratégies d'expulser la Chine de l'Afrique ou d'empêcher l'alliance entre la Russie et l'Europe occidentale.* »

Les États-Unis doivent donc se replier sur l'Amérique latine pour en faire leur zone d'influence exclusive. Voilà pourquoi ils débarquent en Colombie, pays qui, pour eux, a une grande importance géopolitique.

La Colombie a des côtes sur les deux océans; elle est voisine du Venezuela qui fournit aux États-Unis 15% de leur pétrole et de l'Équateur, autre pays pétrolier et, à partir de deux de ses bases militaires, Washington aura un accès rapide au plus important passage commercial du monde, le canal de Panama.

Elle possède aussi de nombreuses îles dans les Caraïbes et la forêt amazonienne occupe une bonne partie de son territoire. Enfin, le narcotraffic y génère des gains astronomiques et qui contrôle le pays contrôle aussi ce négoce.

Pour affronter l'Union européenne, la Chine et la Russie, avance Pereyra Mele, Washington doit maintenant « *en finir avec le Brésil, pays qui représente les plus grandes possibilités de résistance que compte la région et qui est à l'origine d'initiatives comme l'intégration régionale.* »

La stratégie états-unienne est d'obtenir « *la capitulation du pouvoir national brésilien* » en traçant autour du Brésil un cercle militarisé qui, partant de la Colombie, passera ensuite par la Bolivie et le Paraguay.

Les deux experts s'accordent pour dire que « *l'Amérique latine doit répondre en renforçant ses accords régionaux tels l'UNASUR et le MERCOSUR afin d'éviter les fractures et contrôler les turbulences domestiques (comme le coup d'état au Honduras) rendues possibles par l'expansion des forces armées états-uniennes dans la région* ».

L'Amérique latine, précise Pereyra Mele, doit prioritairement défendre l'unité autour de ses trois systèmes hydrographiques les plus importants (l'Orénoque, l'Amazonie et l'aquifère Guarani) et « *créer un complexe militaro-industriel argentin-brésilien pour améliorer ses capacités de défense sans dépendance extérieure* ».

Mais la principale responsabilité devant les défis à relever incombe au Brésil parce qu'il a le plus de pouvoir relatif dans la région.

« *Le problème, dit Gullo, est que la classe dirigeante brésilienne comprend mal que, pour résister à l'agression états-unienne, il faut des partenaires forts; que, ce qui importe n'est pas l'industrialisation isolée du Brésil mais celle de toute l'Amérique du Sud* ».

La source originale de cet article est L'aut'journal.info

Copyright © André Maltais, L'aut'journal.info, 2009

Articles Par : André Maltais

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca